



# E.R.A.S.M.E.

Élan **R**égional pour l'**A**ction **S**olidaire et les **M**étiers de l'**E**ducation

Membre associé **C E M E A**

---

## Projet associatif

## NOS INTENTIONS

---

Membre associé des CEMEA, avec lesquels elle a un lien historique de filiation, ERASME souhaite prendre place, comme acteur associatif, dans les enjeux actuels qui traversent les politiques sociales et les réponses apportées aux "publics" qu'elles visent ainsi que la formation des travailleurs sociaux. Elle se dotera pour cela des moyens nécessaires à une prospective largement ouverte sur son environnement et son champ d'action.

Le choix de la forme associative n'est pas neutre. Les membres fondateurs se retrouvent dans l'idée que le modèle associatif à but non lucratif constitue à la fois un modèle d'organisation sociale démocratique et un moyen privilégié pour l'action collective citoyenne et militante.

L'association ERASME regroupe des acteurs professionnels et bénévoles - individus ou organismes - engagés dans des champs très diversifiés : enseignement, économie sociale, éducation spéciale, psychiatrie de secteur, action éducative dans les quartiers, prévention ou prise en charge des problèmes de délinquance, réinsertion sociale des populations pénales, insertion sociale ou professionnelle des personnes handicapées, action citoyenne et solidaire en milieu étudiant, accompagnement et accueil de toxicomanes, de femmes victimes de violences ; gestion d'entreprise de production,...

Le choix de réunir au sein de l'association ERASME des personnes avec des parcours et des engagements diversifiés dans les champs de l'action sociale, correspond à l'intention première de l'association : produire une « plus value » qualitative dans la formation des acteurs éducatifs et sociaux et au-delà pour l'action sociale.

C'est à partir de valeurs communes et d'analyses partagées, sur les enjeux politiques et techniques majeurs pour ces secteurs, que nous souhaitons faire vivre notre projet associatif. La conception et la coordination de l'action sociale, éducative ou de soin, dans la société d'aujourd'hui sont au centre de nos réflexions.

La proximité que produit la décentralisation entre les instances de décision politique, les utilisateurs et les acteurs de formation, ouvre la possibilité pour ces derniers, de participer à la définition des objets de l'intervention sociale. A cet égard, le regroupement d'acteurs dont les engagements sont fondés sur les valeurs républicaines, laïques et démocratiques devrait être de nature à influencer sur les choix des décideurs.

## DES ANALYSES ET DES VALEURS QUI NOUS RAPPROCHENT

---

### *Le refus de "l'instrumentalisation" du sujet et la revalorisation de l'action éducative engagée.*

Le terrain de l'action éducative et sociale est aujourd'hui un terrain aux frontières mouvantes, traversé par les remous de la société et une perte ou crise des valeurs. Notre conviction commune est qu'il y a une urgence et nécessité de redéfinir, les politiques et les pratiques, les idées et valeurs qui les fondent, pour affirmer et soutenir des positions, s'articulant sur nos héritages.

Notre héritage est celui de l'éducation populaire, qui vise la formation de citoyens éclairés ainsi que l'émancipation de l'homme et sa désaliénation. Il s'est inscrit dans les mouvements pédagogiques de l'éducation nouvelle. Il a été engagé dans l'action novatrice de la psychothérapie et de la pédagogie institutionnelle et s'est ouvert aux apports de la psychanalyse. Il doit reprendre à son compte les volontés récentes de remise en cause du caractère discriminant et arbitraire des normes attribuées aux femmes et aux hommes et s'enrichir des recherches sur le genre. Il est fondé sur le respect de la personne dans ses droits et ses aspirations, sur l'égalité des hommes et des femmes, sur l'importance du milieu de vie et de la culture dans le développement humain, sur les idéaux de liberté d'égalité et de justice.

Mais nous sommes aujourd'hui dans un temps de crise de société qui se traduit par une altération des repères pour l'action et le positionnement éducatif :

- ⇒ La société industrielle est en pleine mutation, les grandes idéologies se sont effondrées, les organisations collectives sont affaiblies.
- ⇒ On assiste à une montée des individualismes et des communautarismes, ainsi qu'à une accentuation des discriminations selon la couleur de la peau, les origines géographiques et culturelles.
- ⇒ La lutte des places qu'engendre l'économie libérale se substitue aux conflits d'intérêts et déstabilise les rapports sociaux.
- ⇒ La famille traverse une crise et une profonde mutation liées à l'évolution des modes de procréation et de filiation, des représentations du masculin et du féminin, et de la «parentalité».
- ⇒ La non prise en compte des stéréotypes éducatifs masculin et féminin contribue à la reproduction des rapports de domination.
- ⇒ L'évolution du chômage de masse, la multiplication des situations de pauvreté et de précarité sont de lourds facteurs d'exclusion produisant des «surnuméraires».
- ⇒ Les politiques d'intégration républicaine par l'école et le travail sont en panne.

Cette crise modifie profondément la «question sociale». Elle introduit de «nouveaux usagers et usagères» des politiques sociales, crée une pluralité d'objets et une complexité grandissante pour les «travailleurs sociaux», comme pour les politiques et les décideurs.

Les soubassements de nos secteurs issus des lois de 75 (Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées" - n° 75 534 et "Loi relative aux institutions sociales et médico-sociales" - n° 75 -535 du 30 juin 1975) sont depuis biens des années obsolètes dans la segmentation des «populations» et des dispositifs promus conduisant à l'échec relatif des politiques d'intégration dans le corps social de ceux qu'une infirmité, un handicap ou une maladie rendent plus vulnérables.

Nos secteurs sont par ailleurs sollicités dans d'autres champs de l'exclusion où l'intervention dans l'urgence et l'immédiateté prédominent allant à l'encontre de politiques adaptées, seules capables d'apporter à long terme des réponses cohérentes.

Les politiques sociales sont confrontées ou s'adosent à des logiques d'économie libérale où prévaut le rapport à court terme coût/efficacité et une fascination pour la rationalisation.

L'intervention sociale « techniciste » s'éloigne de la dimension humaine. Nos champs professionnels sont envahis par ces approches que sous-tendent des conceptions réductrices de l'humain au travers desquelles, les sujets, sont «instrumentalisés», c'est-à-dire mis à une place d'objet.

Ce qui en résulte se présente comme une panne de la transmission interhumaine. Or cette transmission est l'objet même de l'action éducative. Quand elle fonctionne, son résultat est de produire de l'identité et le sentiment d'une appartenance réelle à la société dans laquelle on vit.

Quel que soit le site où nous nous trouvons, de l'éducation à l'accompagnement social en passant par l'animation et le soin, il est essentiel de resituer l'acte éducatif dans les valeurs qui le sous-tendent et la tension qui l'articule au technique. Aujourd'hui, l'action et le positionnement éducatif se déclinent dans les dimensions d'accompagnement et de médiation, mis en œuvre par des d'acteurs engagés

La notion d'engagement prend ici une double dimension. Celle d'une présence comme interlocuteur à même de soutenir une place et une action éducative spécifique, allant à la rencontre de l'autre. Celle d'un acteur, que sa responsabilité éthique engage à porter une parole et à témoigner auprès du corps social de ce qu'il rencontre, pour devenir acteur de changement social.

### *Des acteurs éducatifs et sociaux auprès de citoyens et citoyennes sujets.*

De plus en plus de personnes et de groupes sociaux se trouvent désignés en tant que «populations en difficulté». Ceci ne peut conduire à en faire de simples «usagers».

La violence par laquelle se manifeste aujourd'hui une crise de l'inscription dans notre société d'une partie de ses membres, prend des accents particuliers.

Ce sont les chemins d'une action sociale et éducative passant par la confrontation et la reconnaissance de l'autre, qui semblent à retrouver. Cette action ne peut procéder que d'une démarche qui instaure «l'utilisateur» comme acteur et non seulement comme «bénéficiaire». En effet, il ne peut y avoir d'action éducative, sociale ou de soin sans que le sujet en soit le centre et l'acteur, même si un moment de l'histoire d'une personne ou d'un groupe peut les rendre dépendants d'une aide.

Nous sommes en quelque sorte convoqués à la création des voies d'une nouvelle éducation civique dans une démarche de transmission, reconnaissant tout autre, comme interlocuteur à part entière.

L'individuation est le résultat d'une éducation et d'une histoire toujours singulière, liée à un milieu et une culture, par où chacun trouve sa place comme un parmi d'autres, dans une société qui le permet.

La citoyenneté qui en résulte donne la possibilité à chacun de participer comme acteur à la vie sociale et politique.

### *Action sociale et solidarité*

L'économie libérale de marché nous propose un modèle de relations dans lequel, l'un risque à tout moment d'être assujéti à l'autre. D'autres modèles existent : économie sociale de marché, économie sociale et solidaire. Ils montrent que d'autres relations entre l'économique, l'humain et le social peuvent se développer, permettant à chacun d'être «acteur selon ses moyens et bénéficiaire selon ses besoins» C'est dans ce champ que ce situe notre projet associatif.

La notion de solidarité pour une société, conduit à mettre l'être humain au centre de ses buts et de ses organisations, et à considérer le collectif social comme garant de l'individuel. Il y a des besoins spécifiques à des individus, des populations fragiles ou fragilisées et il est indispensable de mettre en oeuvre des mesures qui permettent de pallier les inégalités. Mais cet impératif de solidarité ne peut conduire à l'abandon des idéaux d'égalité et de justice.

### ***Droit des Usagers***

Le droit des usagers est un enjeu réel dans nos secteurs. Sa mise en pratique fait apparaître des réalités complexes et paradoxales. Là où devrait être relevé le défi d'un «contrat social citoyen», lisible et ouvert à des régulations sociales, l'évolution procédurière de notre société pousse à cadenciser toute parole, enfermant usagers et professionnels dans leur dualité de fait.

La tendance aujourd'hui répandue est de faire croire qu'on écoute plus, alors qu'on entend moins. A l'opposé de la sollicitude et des bonnes intentions humanistes, les notions de solidarité et d'engagement, ne diluent ni ne masquent, les réalités de différences et d'exclusion.

L'avenir de l'accompagnement des publics dont nous nous occupons passe par le fait que l'acteur social sache se dégager des formalismes, pour aller à l'essentiel d'une mission faite d'engagement et d'éthique.

### ***Propos sur la formation et la pédagogie***

La formation n'est pas la transmission verticale d'un savoir. Une identité professionnelle, des capacités de relation et d'action, des compétences, sont le résultat d'un chemin fait d'apprentissages par l'expérience personnelle. Celle-ci se nourrit de rencontres avec les élaborations théoriques permettant de lire les réalités, et d'articuler pratique et théorie. La formation en groupe et par alternance, l'activité comme support éducatif, l'animation culturelle dans la cité, s'avèrent encore aujourd'hui des outils pédagogiques particulièrement adaptés.

La pédagogie n'est pas un outil technique neutre, mais l'illustration, la preuve concrète du projet éducatif et social. Gérer un centre de formation ne peut consister à promouvoir un catalogue de formations technicistes. Sur le terrain de l'action quotidienne, éducative sociale ou de soin, c'est l'humain, qu'il faut maintenir au centre de nos préoccupations. Les acteurs de formation ont des engagements et des attitudes à soutenir au plan éthique, par rapport aux représentations stéréotypées des rapports sociaux existants.

L'acteur éducatif doit aujourd'hui plus que jamais intégrer cette logique d'engagement et articuler son intervention dans une pratique de réseau. Cette dimension de réseau s'impose dans la prise en compte de la place déterminante qu'occupé l'environnement social pour tout individu.

Tout projet associatif et de formation doit aujourd'hui se donner les moyens de lire et de comprendre - afin d'être en mesure d'agir - les déplacements des pouvoirs économiques et politiques vers les Régions et l'Europe.

L'association ERASME souhaite continuer à développer un pôle régional de formation, singulier et spécifique par sa pédagogie et les valeurs qui la fondent.

Pour l'association ERASME, la formation représente un outil d'action et de prospective.

## CONCLUSION

---

C'est à partir des orientations politiques et des valeurs présentées jusqu'ici, que l'association entend définir la partie opérationnelle de son projet en termes d'action et de développement à moyen et long terme :

- ✓ Organiser une dynamique ouverte, d'analyse de recherche et d'expertise, ayant pour l'association une fonction d'observatoire lui permettant de nourrir et d'étayer ses choix politiques et techniques, et d'articuler son action avec la société civile.
- ✓ Promouvoir des professionnels qualifiés et militants, et répondre aux besoins de formation permanente des acteurs éducatifs ou sociaux.
- ✓ C'est dans cette double dynamique d'ouverture et d'action, que l'association ERASME sera à même de fonder son action et son développement mais aussi de soutenir des positions et propositions qui, en lien avec d'autres acteurs institutionnels pourront contribuer aux choix des décideurs.
- ✓ Les éléments d'évaluation de ces actions permettront de mesurer leur pertinence et leur cohérence par rapport aux objectifs poursuivis par l'association.